

TRACTATENBLAD

VAN HET *Chef* DVE

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1982 Nr. 1

A. TITEL

*Verklaring van bepaalde Europese Regeringen inzake de produktiefase van de Ariane draagraket, met bijlagen;
Parijs, 14 januari 1980*

B. TEKST

Déclaration de certains Gouvernements européens relative à la phase de production des lanceurs Ariane

Les gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, de la République Française et du Royaume de Suède,

Parties à l'Arrangement entre certains gouvernements européens et l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales concernant l'exécution du programme de lanceur ARIANE, et le gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, (ci-après dénommés «les participants»);

Vu l'Arrangement signé le 21 septembre 1973 entre certains gouvernements européens et l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales, concernant l'exécution du programme de lanceur ARIANE, et en particulier les articles I, III.1. et V prévoyant un nouvel Arrangement définissant la phase de production du programme ARIANE,

Vu la Convention portant création d'une Agence Spatiale Européenne ouverte à la signature le 30 mai 1975, ci-après dénommée «la Convention»,

Vu les résolutions du Conseil de l'Agence ESA/C/XXIV/Res. 3 et ESA/C/XXX/Res. 7 autorisant l'Agence à entreprendre une première phase de production de 6 lanceurs ARIANE,

Vu la proposition de la délégation française au sujet de la production des lanceurs ARIANE (documents 93 et 127 + add. 1) et les discussions sur cette proposition qui ont eu lieu pendant les 33, 34 et 36èmes sessions du Conseil,

Vu la Résolution du Conseil ESA/C/XXXIII/Res. 3 adoptée le 26 juillet 1979 et amendée lors de la session du Conseil du 11 septembre 1979, concernant la production des lanceurs ARIANE,

Vu l'Accord entre le gouvernement de la République Française et l'Agence Spatiale Européenne en vue de l'utilisation du Centre Spatial Guyanais signé le 5 mai 1976 (ci-après dénommé l'Accord CSG),

Conviennent des dispositions suivantes:

I. ENGAGEMENTS DES PARTICIPANTS.-

1.1. Les participants décident de confier à une structure industrielle, dénommée ARIANESPACE, l'exécution de la phase de production du lanceur ARIANE prévue à l'Article 1er et à l'Article V de l'Arrangement ARIANE.

1.2. Les participants conviennent que cette phase de production aura pour but de satisfaire l'ensemble des besoins du marché mondial en matière de lancements sous les seules réserves:

a) d'être conduite à des fins pacifiques telles qu'elles résultent des obligations de la Convention et en conformité avec les Articles du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique y compris la lune et les autres corps célestes signé en 1967.

b) des dispositions prévues au paragraphe 3.6.

1.3. Les participants conviennent de charger la société ARIANESPACE, société anonyme de droit français de la fabrication, de la commercialisation et du lancement des lanceurs ARIANE, à partir de l'exemple L.11.

1.4. a) Les participants déclarent que l'utilisation du lanceur ARIANE pour les activités de l'Agence sera effectuée conformément à l'Article VIII.1. de la Convention de l'Agence.

b) Dans la définition et l'exécution de leurs programmes nationaux les participants conviennent de tenir compte du lanceur ARIANE et d'accorder la préférence à son utilisation sauf si cette utilisation présente, par rapport à l'utilisation d'autres lanceurs ou moyens de transport spatiaux disponibles à l'époque envisagée, un désavantage déraisonnable sur le plan du coût, de la fiabilité et de l'adéquation à la mission.

c) Les participants s'efforcent de soutenir l'utilisation du lanceur

ARIANE dans le cadre des programmes internationaux auxquels ils participent et se concertent à cette fin.

1.5. a) Pour les contrats conclus à partir du 1er juillet 1983 et prévoyant des lancements planifiés au-delà du 1er juillet 1986, une politique de prix tenant compte de la concurrence internationale sera applicable à tous les utilisateurs des lanceurs.

Les participants conviennent de se concerter avec ARIANESPACE à partir de 1982 pour définir et arrêter au plus tard le 1er juillet 1983 les moyens permettant d'atteindre cet objectif.

b) Les prix applicables pour les contrats conclus avant le 1er juillet 1983 ou pour des lancements prévus avant le 1er juillet 1986 font l'objet d'un barème qui figure en annexe 1 à la présente déclaration. Les prix seront ajustés en fonction des conditions économiques et monétaires.

c) Les prix figurant dans le barème indiqué ci-dessus constituent pour ARIANESPACE des prix conseillés en ce qui concerne les lancements non couverts par les paragraphes 1.4.a) et 1.4.b). Même si les prix facturés sont différents des prix conseillés, ARIANESPACE en supporte seule les conséquences financières.

1.6. S'agissant des ventes à un état non membre ou à un client ne relevant pas d'un état membre de l'Agence:

a) Les participants conviennent de créer un Comité chargé de déterminer si un projet de vente de lancement concerne une utilisation contraire aux dispositions figurant au paragraphe 1.2.a).

Ce Comité est composé d'un représentant de chaque gouvernement participant. Les membres du Comité sont tenus informés par le Directeur Général de l'Agence des projets de vente de lancements d'ARIANESPACE aux Etats tiers non membres, et aux clients relevant de ces Etats.

Le Comité est réuni dans les conditions suivantes: un tiers des membres peut formuler une demande de réunion motivée par une utilisation du lanceur contraire aux dispositions figurant au paragraphe 1.2.a).

Cette demande doit intervenir quatre semaines au plus tard après information des membres du Comité du projet de contrat concerné. Le Comité doit alors être réuni dans un délai de deux semaines. A la majorité des $\frac{2}{3}$ de ses membres représentant au moins 15% des contributions au programme de développement, il peut, dans un délai maximum de quatre semaines, prendre une décision d'interdiction fondée sur le non-respect des dispositions figurant au paragraphe 1.2.a).

Cette décision d'interdiction est exécutoire pour ARIANESPACE. Le gouvernement français, dans l'exercice des compétences que la France tient par ailleurs du Traité sur les principes régissant les activités

des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique du 27 janvier 1967, s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer la bonne exécution des décisions d'interdiction prises par le Comité.

b) Sans préjudice des obligations lui incombant au titre de la présente déclaration, tout état participant se réserve le droit de déclarer que, pour des raisons qui lui sont propres, il ne s'associe pas à un lancement particulier.

c) Si un état participant considère qu'une vente de lancement n'est pas compatible avec son adhésion à la présente déclaration, il doit, après les consultations qu'il pourrait juger nécessaires, en informer le Directeur Général de l'Agence.

Si, après information d'ARIANESPACE par celui-ci, la vente est réalisée, l'état participant pourra immédiatement suspendre son adhésion à la présente déclaration pour la vente considérée sous réserve d'en informer officiellement l'Agence et les autres participants dans un délai d'un mois et de respecter les engagements pris par lui pour les autres ventes.

A la suite de cette suspension, l'état maintiendra disponibles les moyens industriels nationaux utilisés pour la production du lanceur et ne fera pas obstacle à leur utilisation. Si l'état était conduit à s'opposer à la fourniture, pour le lancement correspondant, d'équipements et sous-systèmes fabriqués par son industrie nationale, il serait tenu, dans le cadre de ses pouvoirs, d'autoriser et de faciliter le transfert de la fabrication des fournitures correspondantes aux industries des autres états participants, et ne saurait, en toute hypothèse, s'opposer à la fabrication de ces fournitures par les industries des autres états participants.

1.7. Les participants s'engagent à mettre à la disposition d'ARIANESPACE, lorsqu'ils sont nécessaires pour la production ou le lancement d'ARIANE:

– à titre gratuit, les installations, équipements et outillages acquis dans le cadre des phases de développement et de promotion ARIANE et dont l'Agence est propriétaire pour le compte des participants.

– à des conditions financières limitées aux frais exposés de ce fait, les installations dont certains participants sont propriétaires et qui ont été utilisées pour le programme de développement ARIANE, à l'exception du CSG faisant l'objet de dispositions particulières visées au paragraphe 1.9.

– à titre gratuit, les droits de propriété intellectuelle leur appartenant et découlant des phases de développement et de promotion du programme ARIANE; ARIANESPACE pourra accéder gratuitement

aux informations techniques en leur possession et résultant de ces mêmes phases.

1.8. Les participants font tout leur possible pour accorder à ARIANESPACE l'assistance nécessaire en matière de surveillance industrielle de qualité et d'enquête de prix.

1.9. Les états participants s'engagent, en ce qui les concerne, à participer selon des modalités à définir au financement du Centre Spatial Guyanais, et prennent note de ce qu'un accord spécifique sur ce sujet devrait intervenir entre les états membres de l'Agence.

1.10. Si lors d'une vente à l'exportation il apparaît souhaitable de trouver des modalités de garanties et de financement à l'exportation particulières, les participants se consultent pour déterminer les possibilités de satisfaire une telle demande selon le principe d'une répartition équitable du risque et du financement, proportionnelle à la participation à la production.

1.11. Les participants conviennent de se concerter sur les mesures à prendre si des difficultés techniques ou financières mettant en cause l'avenir d'ARIANESPACE ou celui de la production d'ARIANE apparaissent.

II. MISSION CONFIEE A L'AGENCE.-

2.1. Les participants demandent au Conseil de l'Agence d'accepter que l'Agence assure, conformément à l'Article V.2. de la Convention, l'activité opérationnelle liée à la phase de production d'ARIANE.

A cet effet, ils invitent l'Agence et ARIANESPACE à conclure une convention mettant en œuvre les dispositions de la présente déclaration et organisant leurs relations.

2.2. Les participants invitent l'Agence à mettre à la disposition d'ARIANESPACE dans la mesure où ils lui sont nécessaires pour la production ou le lancement d'ARIANE:

- à titre gratuit, les installations, équipements et outillages acquis dans le cadre des phases de développement et de promotion ARIANE et dont l'Agence est propriétaire.

- à titre gratuit, les droits de propriété intellectuelle découlant des phases de développement et de promotion du programme ARIANE; ARIANESPACE pourra accéder gratuitement aux informations techniques en la possession de l'Agence et résultant de ces mêmes phases.

Si les biens qui sont mis à la disposition d'ARIANESPACE, et dont l'Agence est propriétaire, s'avèrent utiles pour d'autres programmes de l'Agence, ils pourront être utilisés par cette dernière en accord avec

ARIANESPACE et selon des modalités à définir pour chaque programme, étant entendu qu'ARIANESPACE conserve la priorité d'utilisation des biens en cause.

2.3. Les participants invitent l'Agence:

a) à apporter son concours à ARIANESPACE dans la promotion du lanceur ARIANE à l'exportation, notamment dans l'approche des Organisations Internationales.

b) à faire tout son possible pour accorder à ARIANESPACE l'assistance nécessaire en matière de surveillance industrielle de qualité et d'enquête de prix.

2.4. Les participants invitent l'Agence à conclure avec ARIANESPACE des conventions spécifiques relatives aux programmes d'améliorations d'ARIANE qui seront exécutés comme programmes de l'Agence.

Ces conventions établiront les modalités techniques, contractuelles et financières de l'utilisation ultérieure par ARIANESPACE de ces améliorations.

2.5. Les participants invitent le Conseil de l'Agence à autoriser le Directeur Général à négocier le plus tôt possible avec la société ARIANESPACE ou, en attendant sa création, avec les représentants dûment mandatés par les signataires du Protocole d'accord TRANSPACE du Bourget du 12 Juin 1979, la convention entre l'Agence et ARIANESPACE prévue au paragraphe 2.1. de la présente déclaration et à la soumettre pour accord au Conseil de l'Agence.

2.6. Les participants invitent le Conseil de l'Agence à accepter que le Conseil Directeur du programme ARIANE, créé par l'Article IV de l'Arrangement, dans lequel seuls les participants à la présente déclaration auront le droit de vote, soit investi au titre de la phase de production d'ARIANE des fonctions suivantes:

- il sera tenu informé des activités d'ARIANESPACE par le Directeur Général de l'Agence. Le Président d'ARIANESPACE lui présentera un rapport annuel;

- il approuvera les barèmes de prix applicables pour les programmes de l'Agence, pour les contrats visés au paragraphe 1.5.a);

- il sera tenu informé de la répartition géographique des travaux entre les participants et sera consulté en cas de contestation d'un participant sur les modifications de cette répartition par ARIANESPACE, afin de donner un avis. Il appartient au participant concerné de saisir le Conseil Directeur ARIANE de l'objet de sa contestation.

Les recommandations et les résolutions du Conseil Directeur ARIANE sont prises à la majorité simple des votants.

III. ENGAGEMENTS A PRENDRE PAR ARIANESPACE.-

Les participants demandent à ARIANESPACE de respecter les engagements suivants, qui seront inscrits dans la convention Agence/ARIANESPACE prévue au paragraphe 2.1.

3.1. L'activité confiée à ARIANESPACE devra être conduite à des fins pacifiques telles qu'elles résultent des obligations de la Convention et en conformité avec les Articles du Traité sur les principes régissant les activités des états en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique y compris la lune et les autres corps célestes signé en 1967. ARIANESPACE est tenue de se conformer aux décisions prises par le Comité créé au titre du paragraphe 1.6.

3.2. ARIANESPACE respectera la répartition industrielle géographique des travaux entre les états participants, résultant des phases de développement et de promotion.

Si ARIANESPACE juge que cette répartition ne peut être maintenue par suite de propositions industrielles offrant des conditions de prix, de délais, ou de qualité déraisonnables, elle fait appel à la concurrence.

Au préalable, ARIANESPACE en informe l'état concerné et le Directeur Général de l'Agence afin de rechercher une solution. En cas de contestation d'un état participant le Conseil Directeur du Programme ARIANE est consulté conformément aux dispositions du paragraphe 2.6.

Le contractant antérieur pourra prendre à son compte la meilleure offre financière et bénéficiera de la priorité par rapport à toutes propositions industrielles équivalentes en prix, délai et qualité.

3.3. ARIANESPACE assurera la charge technique et financière de l'entretien des biens qui sont mis à sa disposition en application des paragraphes 1.7. et 2.2., de sorte qu'ils soient maintenus en bon état de fonctionnement opérationnel.

ARIANESPACE pourra y apporter les modifications qu'elle juge nécessaire à ses activités après concertation avec les propriétaires. En l'absence d'accord, ARIANESPACE pourra procéder à ces modifications en garantissant leur remise en l'état initial au moment de leur restitution. Les modalités de gestion et d'entretien des biens seront définies dans la convention Agence/ARIANESPACE prévue au paragraphe 2.1.

3.4. ARIANESPACE devra réserver l'utilisation des droits et informations mis à sa disposition au titre des paragraphes 1.7. et 2.2. aux besoins de la production des lanceurs.

Ceux de ces droits ou informations propriété de l'Agence ne pourront être fournis à des tiers qu'avec l'accord de l'Agence selon les

dispositions de la Convention portant création de l'Agence Spatiale Européenne et de l'Arrangement ARIANE.

Ceux de ces droits et informations propriété d'un participant ne pourront être fournis sans son accord préalable.

3.5. ARIANESPACE doit s'engager à verser à l'Agence, au titre de l'utilisation du CSG, et pour chaque vente, une redevance calculée dans les conditions fixées en annexe 2; cette redevance viendra en déduction des contributions des états.

3.6. ARIANESPACE doit fournir à l'Agence et aux participants, en priorité par rapport aux clients tiers, les services et créneaux de lancement nécessaires et ceci dans les conditions suivantes:

- l'Agence et les participants communiquent à ARIANESPACE leurs demandes de service au fur et à mesure de leurs besoins (options gratuites); en cas de conflit de priorité entre l'Agence et un participant, l'Agence aura la priorité;

- lorsqu'un client tiers demande une option payante ou désire passer un ordre ferme sur un créneau retenu gratuitement par l'Agence ou un participant, ces derniers peuvent transformer leur option gratuite en option payante ou en ordre ferme et conserver leur priorité;

- la convention entre l'Agence et ARIANESPACE établira la clause standard qui devra figurer dans les contrats de vente de lancements et qui définira la procédure applicable en cas de glissement de créneau.

3.7. ARIANESPACE doit s'engager, dans ses relations avec ses clients et avec le public, à souligner le caractère européen et multilatéral du développement et de la production du lanceur ARIANE.

3.8. En cas de recours intenté par les victimes de dommages causés par les lancements ARIANE, la société ARIANESPACE sera tenue de rembourser, dans la limite d'un plafond de 400 MF par lancement, le gouvernement français appelé, au titre du paragraphe 4.1. à supporter la charge financière de la réparation de ces dommages.

3.9. ARIANESPACE devra pratiquer une politique de prix conforme aux dispositions figurant au paragraphe 1.5. Même si les prix facturés par elle pour des lancements non couverts par les paragraphes 1.4.a) et 1.4.b) sont différents des prix conseillés, ARIANESPACE en supporte seule les conséquences financières.

3.10. Les participants invitent le Conseil d'Administration d'ARIANESPACE:

- a) à prendre connaissance de la présente déclaration;
- b) à autoriser son Président à négocier et à conclure la convention avec l'Agence, visée au paragraphe 2.1.

Dans l'attente de la constitution d'ARIANESPACE, les participants invitent les signataires du protocole d'accord TRANSPACE du Bourget du 12 juin 1979 à mandater un représentant chargé de négocier cette convention.

IV. DISPOSITIONS DIVERSES ET GENERALES.-

4.1. En cas de recours intenté par les victimes de dommages causés par les lancements ARIANE, le gouvernement français supportera la charge financière de la réparation de ces dommages.

4.2. Le gouvernement français peut conclure avec les états membres qui n'adhèrent pas à la présente déclaration des accords bilatéraux compatibles avec les dispositions de cette déclaration. Ces accords seront communiqués aux participants.

4.3. a) La présente déclaration est ouverte à l'adhésion des états membres de l'Agence à la date du 14 janvier 1980 pour une durée de 3 mois.

Pendant ce délai, tout état membre peut y adhérer librement.

Passé ce délai, les adhésions devront recueillir l'accord de l'ensemble des états y ayant antérieurement adhéré.

Elle entrera en vigueur à l'issue de cette période de 3 mois et sous réserve de l'entrée en vigueur de la Convention de l'Agence.

b) La présente déclaration est applicable jusqu'à la fin de l'année 1989. Les dispositions de la présente déclaration demeureront en vigueur, en tant que de besoin, au-delà de cette date pour permettre l'exécution des contrats conclus jusqu'à la fin de l'année 1989. Les participants se consulteront 3 ans au moins avant cette échéance sur les conditions de son renouvellement.

Les amendements aux dispositions de cette déclaration et de ses annexes sont adoptés à l'unanimité des participants.

4.4. Les litiges entre deux ou plusieurs participants à propos de l'interprétation ou de l'application de la présente déclaration, sont soumis à l'arbitrage selon la procédure définie à l'Article XVII de la Convention de l'Agence.

De Verklaring is overeenkomstig het gestelde onder 4.3.(a) ondertekend voor de volgende Staten:

Frankrijk 19 maart 1980

België ¹⁾	9 april 1980
Zweden ²⁾	10 april 1980
de Bondsrepubliek Duitsland ³⁾	14 april 1980
het Verenigd Koninkrijk van Groot- Brittannië en Noord-Ierland ⁴⁾	14 april 1980
Italië ⁵⁾	9 mei 1980
Spanje ⁶⁾	31 mei 1980
Denemarken ⁷⁾	3 maart 1981

1) Onder de verklaring: "to share the costs incurred, by the Agency in carrying out the task assigned to it by the Declaration, only in proportion to Belgian industry's share in the production of the launchers."

2) Onder de verklaring dat "a decision on the use of the Ariane launcher by another state member of the European Space Agency cannot be interpreted as engaging the responsibility of the Swedish Government."

3) Onder de volgende verklaringen:

"1. With reference to paragraph 1.4 b of the Declaration relating to the ARIANE Launcher Production Phase, the Government of the Federal Republic of Germany confirms that with regard to the procurement of ARIANE launchers by German users the preference for ARIANE launchers will be exercised in the spirit that the Government of the Federal Republic of Germany will do its best, subject to its legal possibilities.

2. With regard to the application of the third sub-paragraph of paragraph 1.6 c of the Declaration relating to the ARIANE Launcher Production Phase, the Government of the Federal Republic of Germany proceeds on the understanding that it will fulfil the obligations listed hereunder subject to the national legislation currently in force.

3. The Government of the Federal Republic of Germany understands that paragraph 1.10 of the Declaration relating to the ARIANE Launcher Production Phase does not include any financial obligations with regard to the promotion of exports by means of special arrangements. It points out that export guarantees can be granted only within the framework of the export credits insurance available in the Federal Republic of Germany in accordance with the customary criteria and that other export financing aids are not available.

On behalf of the Government of the Federal Republic of Germany I have the honour to state further that the accession to the Declaration by Certain European Governments relating to the ARIANE Launcher Production Phase shall also apply to Land Berlin, provided that the Government of the Federal Republic of Germany does not make a contrary declaration within three months of the date of entry into force of the Declaration by Certain European Governments.

The German declaration of accession shall be subject to the proviso that the reservations expressed by France with regard to the decisions taken concerning the financing of the extra costs of the SPACELAB development programme (ESA/PB-SL/XXVIII/Res. 1+2) shall be set aside. The German declaration of accession shall enter into force immediately upon the setting aside of these reservations.

4) Onder de volgende verklaring:

"i. that by subscribing to the Declaration Her Majesty's Government incurs no new financial commitments;

ii. that in the view of the United Kingdom in relation to paragraph 1.4(a) of

the Declaration there should be no commitment by the European Space Agency with regard to its programmes and activities to use Ariane where its price is more than 125% of the cheapest alternative launcher, and that before a launcher is chosen there will be a thorough assessment of the advantages and disadvantages of using Ariane compared with other launcher systems.”.

5) Onder de volgende verklaring:

“- Art. (1-5) The sales prices to the Member States and ESA may in no case exceed those deriving from the application of the Ariane Arrangement, and may in no event exceed 125% of the competition price. Any price above this limit will be deemed “unreasonable”.

- Art. (1-6) - Any decision on the sales of the Ariane launcher, or of each of its stages, to non-member countries of ESA cannot be deemed to engage the responsibility of the Italian Government, and this even from the industrial point of view.”.

6) Onder de volgende verklaring:

“1 - The undertaking assumed in accordance with paragraph 1-4-b) will be applicable only to those programmes under the responsibility of the Spanish Government.

2. - Any decision on the use of the Ariane launcher by any State non-member of the European Space Agency cannot be interpreted as engaging the responsibility of the Spanish Government.”.

7) Onder de verklaring dat “by subscribing the Danish Government incurs no new financial commitments.”.

Annexe 1

BAREME DES PRIX DE LANCEMENTS POUR LES CONTRATS SIGNES AVANT LE 1/7/1983 APPLICABLE A L'AGENCE ET AUX PARTICIPANTS.-

ARIANE 1.

- Lancement simple utilisant la pleine capacité d'ARIANE:

30,95 MUC, soit 175 MFF.

- Lancement simple d'un satellite de la classe THOR-DELTA:

26,53 MUC, soit 150 MFF.

- Lancement d'un satellite de la classe THOR-DELTA dans le cadre d'un lancement double:

16,80 MUC, soit 95 MFF.

Les prix ci-dessus sont établis aux conditions économiques et monétaires du 1er juillet 1978. Leurs révisions en fonction des conditions économiques et monétaires tiendront compte de la répartition en devises des travaux.

Ces prix ne prennent pas en compte la souscription d'une assurance pour couvrir les risques financiers découlant pour les clients d'un échec au lancement.

Versions futures d'ARIANE (ARIANE 2 et 3).

Les barèmes correspondants seront déterminés à partir des barèmes ARIANE 1 en tenant compte des modifications de configuration du lanceur.

Annexe 2

PAIEMENTS DE REDEVANCES POUR L'UTILISATION DU CENTRE SPATIAL GUYANAIS

1. ARIANESPACE participera aux dépenses du CSG selon les modalités suivantes:

2. ARIANESPACE versera à l'Agence, à la date de chaque lancement, une redevance représentant un pourcentage du prix de vente correspondant égal à:

- 1% du 1er au 20ème lancement;
- 2% du 21ème au 30ème lancement;
- 5% au-delà du 30ème lancement.

3. Les participants peuvent proposer, unanimement, à l'Agence et à ARIANESPACE des révisions des taux de redevance établis ci-dessus.

C. VERTALING

Verklaring van bepaalde Europese Regeringen inzake de productiefase van de Ariane draagraket

De Regeringen van de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk België, de Franse Republiek en het Koninkrijk Zweden,
die Partij zijn bij de Overeenkomst tussen bepaalde Europese Rege-

ringen en de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek betreffende de uitvoering van het Ariane draagraketprogramma, en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, (hierna te noemen: „de Deelnemers”),

Gelet op de op 21 september 1973 ondertekende Overeenkomst tussen bepaalde Europese Regeringen en de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek betreffende de uitvoering van het Ariane draagraketprogramma, en in het bijzonder op de artikelen I, III.1 en V die voorzien in een nieuwe Overeenkomst ter vaststelling van de produktiefase van het Ariane programma,

Gelet op het op 30 mei 1975 voor ondertekening opengestelde Verdrag tot oprichting van een Europees Ruimte Agentschap, hierna te noemen: „het Verdrag”,

Gelet op de Resoluties van de Raad van het Agentschap, ESA/C/XXIV/Res. 3 en ESA/C/XXX/Res. 7, die het Agentschap machtigen een eerste produktiefase van 6 Ariane draagraketten uit te voeren,

Gelet op het voorstel van de Franse delegatie aangaande de productie van Ariane draagraketten (documenten 93 en 127 + bijvoegsel 1) en de besprekingen die gedurende de 33e, 34e en 36e zitting van de Raad over dit voorstel hebben plaatsgevonden,

Gelet op de op 26 juli 1979 aangenomen en ten tijde van de Raadszitting van 11 september 1979 geamendeerde Resolutie van de Raad, ESA/C/XXXIII/Res. 3, betreffende de productie van Ariane draagraketten.

Gelet op de op 5 mei 1976 getekende overeenkomst tussen de Regering van de Franse Republiek en het Europees Ruimte Agentschap met het oog op het gebruik van het Guyanese Ruimtecentrum (hierna te noemen: de overeenkomst CSG),

Komen als volgt overeen:

1. VERPLICHTINGEN VAN DE DEELNEMERS:

1.1. De Deelnemers besluiten een industriële organisatie, „Ariane-space” genaamd, te belasten met de in de artikelen I en V van de Ariane Overeenkomst voorziene uitvoering van de produktiefase van de Ariane draagraket.

1.2. De Deelnemers komen overeen dat deze produktiefase ten doel heeft te voldoen aan alle eisen die op de wereldmarkt ten aanzien van lanceringen worden gesteld, behoudens echter:

a. de bepaling dat zij wordt uitgevoerd voor vreedzame doeleinden overeenkomstig de verplichtingen ingevolge het Verdrag en de artikelen van het in 1967 ondertekende Verdrag inzake de beginselen waaraan de

activiteiten van Staten zijn onderworpen bij het onderzoek en gebruik van de kosmische ruimte, met inbegrip van de maan en andere hemellichamen, en

b. het bepaalde in het hiernavolgende lid 3.6.

1.3. De Deelnemers komen overeen Arianespace, een in Frankrijk gevestigde „Société Anonyme”, te belasten met de vervaardiging, de verkoop en de lancering van de Ariane draagraket vanaf L. 11.

1.4. a. De Deelnemers verklaren dat de Ariane draagraket wordt gebruikt voor de activiteiten van het Agentschap overeenkomstig het bepaalde in artikel VIII, 1 van het ESA-Verdrag.

b. De Deelnemers komen overeen rekening te houden met de Ariane draagraket bij de vaststelling en uitvoering van hun nationale programma's, en de voorkeur te geven aan het gebruik ervan, behalve in die gevallen waarin dit gebruik, vergeleken met het gebruik van andere draagraketten of ruimtetransportsystemen die op het beoogde tijdstip beschikbaar zijn, in onredelijke mate nadelig zou zijn met betrekking tot de kosten, de betrouwbaarheid en de geschiktheid voor missies.

c. De Deelnemers streven ernaar het gebruik van de Ariane draagraket te bevorderen in het kader van de internationale programma's waaraan zij deelnemen, en plegen daartoe overleg.

1.5. a. Ten aanzien van de contracten die na 1 juli 1983 worden afgesloten en die betrekking hebben op lanceringen die na 1 juli 1986 zullen plaatsvinden, geldt voor alle gebruikers van de draagraket een prijspolitiek waarin met de internationale concurrentie rekening wordt gehouden.

De Deelnemers komen overeen overleg te plegen met Arianespace vanaf 1982, ten einde de middelen ter verwezenlijking van dit doel niet later dan 1 juli 1983 vast te stellen en goed te keuren.

b. De prijzen die van toepassing zijn op de vóór 1 juli 1983 afgesloten contracten of op lanceringen die vóór 1 juli 1986 moeten plaatsvinden, zijn vermeld in een schema in Bijlage I bij deze Verklaring. De prijzen worden aangepast aan de hand van de economische en monetaire situatie.

c. Voor zover het Arianespace aangaat, gelden de in het bovengenoemde schema vermelde prijzen tevens als aanbevolen prijzen voor lanceringen, die niet vallen onder het hiervoor bepaalde in lid 1.4.a en b. Zelfs indien de gefactureerde prijzen verschillen van de aanbevolen prijzen, zijn de financiële gevolgen daarvan uitsluitend voor rekening van Arianespace.

1.6. Ten aanzien van verkopen aan een Staat die geen lid is, of aan een afnemer die niet valt onder het gezag van een Lid-Staat van het Europese Ruimte Agentschap:

a. komen de Deelnemers overeen een Commissie in te stellen met de bevoegdheid vast te stellen of een voorgenomen verkoop van een lancering een gebruik betreft dat indruist tegen het hiervoor bepaalde in lid 1.2 a.

Deze Commissie bestaat uit een vertegenwoordiger van elk der deelnemende Regeringen. De leden van de Commissie worden door de Directeur-Generaal van het Agentschap op de hoogte gehouden van de voorgenomen verkopen van lanceringen van Arianespace aan Staten die geen lid zijn, of aan afnemers die onder het gezag van zulke Staten vallen.

De bijeenroeping van de Commissie geschiedt als volgt: éénderde van de leden kan verzoeken om een bijeenkomst op grond van het feit dat het gebruik van een draagraket indruist tegen het hiervoor bepaalde in lid 1.2 a.

Dit verzoek dient te worden gedaan niet later dan vier weken nadat de leden van de Commissie zijn ingelicht omtrent het voorgestelde contract. De Commissie dient vervolgens binnen twee weken te worden bijeengeroepen.

Uiterlijk binnen vier weken daarna kan de Commissie besluiten de verkoop te verbieden op grond van het feit dat deze onverenigbaar is met het bepaalde in lid 1.2. a., welk besluit met een tweederde meerderheid van stemmen door de leden die ten minste 15% van de bijdragen aan het ontwikkelingsprogramma vertegenwoordigen, dient te worden genomen.

Dit besluit tot verbod van een verkoop is bindend voor Arianespace. De Franse Regering neemt op zich in de uitoefening van de bevoegdheden die Frankrijk bezit krachtens het op 27 januari 1967 ondertekende Verdrag inzake de beginselen waaraan de activiteiten van Staten zijn onderworpen bij het onderzoek en gebruik van de kosmische ruimte, de noodzakelijke maatregelen te treffen ter verzekering van de juiste uitvoering van de door de Commissie genomen besluiten tot verbod van verkoop.

b. Onverminderd de daaruit ingevolge deze Verklaring voortvloeiende verplichtingen behoudt een deelnemende Staat het recht te verklaren dat hij om niet nader te noemen redenen geen bemoeienis wenst te hebben met een bepaalde lancering.

c. Indien een deelnemende Staat van oordeel is dat de verkoop van een lancering onverenigbaar is met zijn instemming met deze Verklaring, dient hij dit, na het door hem noodzakelijk geachte overleg, ter kennis van de Directeur-Generaal van het Agentschap te brengen.

Indien, nadat Arianespace door de Directeur-Generaal is ingelicht, de verkoop doorgang heeft, kan de betrokken deelnemende Staat onmiddellijk zijn instemming met deze Verklaring schorsen met betrekking tot

de verkoop in kwestie, op voorwaarde dat hij het Agentschap en de andere Deelnemers binnen één maand daarvan officieel in kennis stelt en dat hij de verplichtingen nakomt die hij met betrekking tot andere verkopten op zich heeft genomen.

Na deze schorsing blijft de Staat de voor de produktie van de draagraket gebruikte binnenlandse industriële voorzieningen beschikbaar stellen en verzet zich niet tegen het gebruik daarvan. Mocht de betrokken Staat bezwaar hebben tegen het beschikbaar stellen, ten behoeve van de lancering in kwestie, van de door zijn binnenlandse industrie vervaardigde uitrusting en subsystemen, dan is deze Staat verplicht, naar vermogen toe te staan en te bevorderen dat de vervaardiging van de desbetreffende goederen wordt overgedragen aan de industrieën van de andere deelnemende Staten, en mag hij zich in geen geval verzetten tegen de vervaardiging van de betrokken goederen door de industrieën van de andere deelnemende Staten.

1.7. De Deelnemers verbinden zich ertoe, wanneer zulks ten behoeve van de produktie of de lancering van Ariane noodzakelijk is, aan Arianespace ter beschikking te stellen:

- kosteloos, de voorzieningen, de uitrusting en de gereedschappen die in het kader van de ontwikkelingsfasen en de promotiefase van Ariane zijn verkregen en waarvoor het Agentschap namens de Deelnemers als eigenaar optreedt;

- op financiële voorwaarden die zijn beperkt tot de daaruit voortvloeiende kosten, de voorzieningen die eigendom zijn van bepaalde Deelnemers en die zijn gebruikt voor het ontwikkelingsprogramma van Ariane, met uitzondering van het Guyanese Ruimtecentrum, waarop de bijzondere bepalingen van artikel 1.9 van toepassing zijn;

- kosteloos, de hun toekomende rechten van de intellectuele eigendom, voortvloeiend uit de ontwikkelingsfasen en de promotiefase van het Ariane programma; Arianespace heeft kosteloos toegang tot de technische gegevens waarover zij beschikken en die voortvloeien uit de genoemde fasen.

1.8. De Deelnemers doen al het mogelijke om Arianespace de noodzakelijke bijstand te verlenen met betrekking tot industriële kwaliteitsbewaking en prijscontrole.

1.9. De deelnemende Staten nemen op zich, elk voor zijn deel, bij te dragen in de financiering van het Guyanese Ruimtecentrum overeenkomstig de daarvoor vast te stellen procedures, en nemen er nota van dat daartoe een afzonderlijke overeenkomst dient te worden gesloten tussen de Lid-Staten van het Agentschap.

1.10. Indien, in verband met een verkoop voor de export, het wenselijk blijkt bijzondere regelingen te treffen inzake garanties en exportfinanciering, plegen de Deelnemers onderling overleg om vast te stellen

op welke wijze aan een zodanig verzoek kan worden voldaan op basis van het beginsel van billijke verdeling van het risico en de financiering naar rato van de deelneming aan de produktie.

1.11. De Deelnemers komen overeen onderling overleg te plegen omtrent de maatregelen die moeten worden genomen, indien zich technische of financiële problemen voordoen waardoor het voortbestaan van Arianespace of van de produktie van Ariane in het geding komt.

II. OPDRACHT WAARMEE HET AGENTSCHAP WORDT BELAST

2.1. De Deelnemers verzoeken de Raad van het Agentschap erin toe te stemmen dat het Agentschap, overeenkomstig het bepaalde in artikel V, 2. van het Verdrag, de aan de produktiefase van de Ariane draagraket verbonden operationele werkzaamheden uitvoert.

Daartoe nodigen zij het Agentschap en Arianespace uit een overeenkomst te sluiten waarin de bepalingen van deze Verklaring nader worden uitgewerkt en waarin hun betrekkingen worden geregeld.

2.2. De Deelnemers nodigen het Agentschap uit om, naar de mate waarin zulks nodig is voor de produktie of de lancering van Ariane, aan Arianespace ter beschikking te stellen:

- kosteloos, de voorzieningen, de uitrusting en de gereedschappen die in het kader van de ontwikkelingsfasen en de promotiefase van Ariane zijn verkregen en waarvan het Agentschap de eigenaar is;

- kosteloos, de rechten van de intellectuele eigendom, die voortvloeien uit de ontwikkelingsfasen en de promotiefase van het Ariane programma; Arianespace heeft kosteloos toegang tot de technische gegevens waarover het Agentschap beschikt en die voortvloeien uit de genoemde fasen.

Indien de aan het Agentschap toebehorende en ter beschikking van Arianespace gestelde goederen van nut blijken te zijn voor andere programma's van het Agentschap, mogen zij door laatstgenoemde daarvoor worden gebruikt met toestemming van Arianespace en overeenkomstig regelingen die met betrekking tot elk programma moeten worden vastgesteld, met dien verstande dat Arianespace voorrang blijft genieten bij het gebruik van de desbetreffende goederen.

2.3. De Deelnemers nodigen het Agentschap uit:

- a. Arianespace hulp te verlenen bij de activiteiten ter bevordering van de export van de Ariane draagraket, in het bijzonder bij het benaderen van andere internationale organisaties;

- b. al het mogelijke te doen om Arianespace de hulp te verlenen die noodzakelijk is met betrekking tot industriële kwaliteitsbewaking en prijscontrole.

2.4. De Deelnemers nodigen het Agentschap uit speciale overeenkomsten met Arianespace te sluiten met betrekking tot de programma's voor verbeterde versies van Ariane, die als programma's van het Agentschap zullen worden uitgevoerd.

In deze overeenkomsten worden de gedetailleerde technische, contractuele en financiële regelingen opgenomen inzake het latere gebruik van de bedoelde verbeterde versies door Arianespace.

2.5. De Deelnemers nodigen de Raad van het Agentschap uit de Directeur-Generaal te machtigen, zo spoedig mogelijk met Arianespace of, in afwachting van de oprichting van deze onderneming, met de naar behoren gemachtigde vertegenwoordigers van de ondertekenaars van het „Le Bourget Transpace Protocol” van 12 juni 1979 de in lid 2.1 van deze Verklaring bedoelde overeenkomst tussen het Agentschap en Arianespace tot stand te brengen en deze ter goedkeuring voor te leggen aan de Raad van het Agentschap.

2.6. De Deelnemers nodigen de Raad van het Agentschap uit er zijn goedkeuring aan te hechten dat, ten behoeve van de produktiefase van Ariane, de Programmaraad voor de Ariane draagraket, ingesteld krachtens artikel IV van de Overeenkomst, waarin het stemrecht wordt voorbehouden aan de Deelnemers die deze Verklaring hebben ondertekend, belast wordt met de volgende taken:

- de Programmaraad wordt op de hoogte gehouden van de werkzaamheden van Arianespace door de Directeur-Generaal van het Agentschap. De Voorzitter van Arianespace brengt jaarlijks verslag uit aan de Programmaraad;

- met betrekking tot de in lid 1.5 onder a. bedoelde contracten hecht de Programmaraad zijn goedkeuring aan de tarieven die gelden voor de programma's van het Agentschap;

- de Programmaraad wordt op de hoogte gehouden van de werkverdeling per land tussen de Deelnemers en wordt geraadpleegd, indien een Deelnemer bezwaar maakt tegen wijzigingen die door Arianespace in deze verdeling worden aangebracht, zodat de Programmaraad uitdrukking kan geven aan zijn standpunt. Het is zaak voor de betrokken Deelnemer de kwestie waartegen zijn bezwaar zich richt, voor te leggen aan de Programmaraad voor de Ariane draagraket.

De Programmaraad voor de Ariane draagraket stelt zijn aanbevelingen op en aanvaardt zijn resoluties met een eenvoudige meerderheid van stemmen.

III. DOOR ARIANESPACE OP ZICH TE NEMEN VERPLICHTINGEN

De Deelnemers verzoeken Arianespace de volgende verplichtingen op

zich te nemen, die in de krachtens het bepaalde in lid 2.1 te sluiten overeenkomst tussen het Agentschap en Arianespace worden opgenomen.

3.1. De aan Arianespace opgedragen werkzaamheden worden voor vreedzame doeleinden verricht, in overeenstemming met de verplichtingen ingevolge het Verdrag en met de artikelen van het in 1967 ondertekende Verdrag inzake de beginselen waaraan de activiteiten van Staten zijn onderworpen bij het onderzoek en gebruik van de kosmische ruimte, met inbegrip van de maan en andere hemellichamen. Arianespace dient zich te voegen naar de besluiten die door de ingevolge het bepaalde in lid 1.6 ingestelde commissie worden genomen.

3.2. Arianespace eerbiedigt de uit de ontwikkelingsfasen en de promotiefase voortvloeiende verdeling van de industriële werkzaamheden per land tussen de deelnemende Staten.

Indien Arianespace van oordeel is dat deze verdeling niet kan worden geëerbiedigd, omdat de industriële aanbiedingen niet redelijk zijn qua prijs, leveringsdata of kwaliteit vraagt deze aan andere bedrijven om concurrerende offertes.

Alvorens hiertoe over te gaan, stelt Arianespace de betrokken Staat en de Directeur-Generaal van het Agentschap daarvan in kennis, ten einde een oplossing te vinden. Ingeval een deelnemende Staat bezwaar maakt, wordt, overeenkomstig het bepaalde in lid 2.6, de Programma-raad voor de Ariane draagraket geraadpleegd.

De vorige leverancier kan de financieel voordeligste aanbieding overnemen en geniet de voorkeur met betrekking tot alle industriële offertes die gelijkwaardig zijn qua prijzen, leveringsdata en kwaliteit.

3.3. Arianespace is technisch en financieel verantwoordelijk voor het onderhoud van de goederen die Arianespace krachtens het bepaalde in lid 1.7 en 2.2 ter beschikking zijn gesteld, zodanig dat deze steeds in goede functionele staat verkeren.

Arianespace kan, na overleg met de eigenaars, de voor haar werkzaamheden noodzakelijk geachte wijzigingen in deze goederen aanbrengen. Indien geen overeenstemming wordt bereikt, mag Arianespace deze wijzigingen aanbrengen, mits gewaarborgd wordt dat de goederen in hun oorspronkelijke staat zullen zijn teruggebracht op het tijdstip van teruggave. De regelingen met betrekking tot het beheer en het onderhoud van de goederen worden omschreven in de krachtens het bepaalde in lid 2.1 te sluiten overeenkomst tussen het Agentschap en Arianespace.

3.4. Arianespace beperkt het gebruik van de krachtens het bepaalde in lid 1.7 en 2.2 beschikbaar gestelde rechten en gegevens tot hetgeen noodzakelijk is voor de productie van de draagraket. Rechten en gegevens die eigendom zijn van het Agentschap, mogen niet worden overgedragen aan derden zonder toestemming van het Agentschap overeen-

komstig de bepalingen van het ESA-Verdrag en de Ariane-Overeenkomst.

Rechten en gegevens die eigendom zijn van een Deelnemer, mogen niet worden overgedragen zonder diens voorafgaande toestemming.

3.5. Ariespace neemt op zich, voor het gebruik van het CSG en met betrekking tot elke verkoop, aan het Agentschap een aan de hand van het bepaalde in Bijlage 2 berekende vergoeding te betalen. Deze vergoeding wordt aangewend voor de verlaging van de bijdragen van de Staten.

3.6. Ariespace verleent aan het Agentschap en aan de Deelnemers, met voorrang boven andere afnemers, de voor lanceringen noodzakelijke diensten en lanceergelegenheden op de volgende voorwaarden:

- het Agentschap en de Deelnemers richten hun verzoek om diensten tot Ariespace naar gelang van hun behoefte (kosteloze opties); in het geval van een conflict inzake voorrang tussen het Agentschap en een Deelnemer, geniet het Agentschap voorrang;

- indien een andere afnemer om een optie verzoekt waarvoor een vergoeding verschuldigd is, of indien hij een definitieve opdracht wil plaatsen, met betrekking tot een kosteloos door het Agentschap of een Deelnemer gereserveerde lanceergelegenheid, kan het Agentschap of de betrokken Deelnemer zijn kosteloze optie omzetten in een optie waarvoor een vergoeding is verschuldigd, of in een definitieve opdracht en daardoor zijn voorrang behouden.

- de overeenkomst tussen het Agentschap en Ariespace bevat een standaardclausule, die in de verkoopcontracten dient te worden opgenomen en die de te volgen procedure omschrijft in geval van het voorbij laten gaan van een geschikte lanceergelegenheid.

3.7. Ariespace neemt op zich, in haar betrekking met haar afnemers en het publiek, de nadruk te leggen op het Europese en multilaterale karakter van de ontwikkeling en de produktie van de Ariane draagraket.

3.8. Ingeval gerechtelijke procedures aanhangig worden gemaakt door personen die schade hebben geleden door lanceringen van Ariane, dient Ariespace aan de Franse Regering alle schadeloosstellingen waartoe deze krachtens het bepaalde in lid 4.1 verplicht is, terug te betalen tot een maximumbedrag van 400 miljoen Franse franken per lancering.

3.9. Ariespace moet zijn prijspolitiek afstemmen op het bepaalde in lid 1.5. Zelfs indien de door Ariespace gefactureerde prijzen voor lanceringen, die niet vallen onder het bepaalde in lid 1.4 a. en b., afwijken van de aanbevolen prijzen, zijn de financiële gevolgen uitsluitend voor rekening van Ariespace.

3.10. De Deelnemers nodigen de Raad van Bestuur van Ariespace uit:

- a. kennis te nemen van deze Verklaring;
- b. de Voorzitter van de Raad van Bestuur te machtigen met het Agentschap te onderhandelen over de in lid 2.1 bedoelde overeenkomst en deze af te sluiten.

In afwachting van de oprichting van Arianespace nodigen de Deelnemers de ondertekenaars van het „Le Bourget Transpace Protocol” van 12 juni 1979 uit een vertegenwoordiger aan te wijzen die gemachtigd is de bedoelde overeenkomst tot stand te brengen.

IV. DIVERSEN EN ALGEMENE BEPALINGEN

4.1. Ingeval gerechtelijke procedures aanhangig worden gemaakt door personen die schade hebben geleden door lanceringen van Ariane, is de Franse Regering aansprakelijk voor de betaling van alle schade-loosstellingen die kunnen worden toegekend.

4.2. De Franse Regering kan met de Lid-Staten die deze Verklaring niet ondertekenen, bilaterale overeenkomsten sluiten die verenigbaar zijn met de bepalingen van deze Verklaring. Deze overeenkomsten worden ter kennis van de Deelnemers gebracht.

4.3. a. Deze Verklaring staat open voor ondertekening door de Lid-Staten van het Agentschap gedurende een tijdvak van drie maanden, ingaande 14 januari 1980.

Gedurende dit tijdvak staat het elke Lid-Staat vrij haar te ondertekenen.

Voor latere ondertekeningen is de instemming vereist van alle Staten die deze Verklaring tevoren hebben ondertekend.

Deze Verklaring treedt in werking na afloop van dit tijdvak van drie maanden, onder voorbehoud van de inwerkingtreding van het ESA-Verdrag.

b. Deze Verklaring blijft van toepassing tot aan het eind van 1989. Zo nodig blijven de bepalingen ervan daarna nog van kracht, ten einde de uitvoering van de tot aan het eind van 1989 gesloten contracten mogelijk te maken. Ten minste drie jaar voor het verstrijken van de geldigheid van de Verklaring plegen de Deelnemers onderling overleg over de voorwaarden voor de verlenging ervan.

Voor wijzigingen in de bepalingen van deze Verklaring en de Bijlagen daarvan is de eenparige goedkeuring van de Deelnemers vereist.

4.4. Elk geschil dat tussen twee of meer Deelnemers rijst met betrekking tot de interpretatie of de uitvoering van deze Verklaring, wordt aan arbitrage onderworpen overeenkomstig de procedure, bepaald in artikel XVII van het ESA-Verdrag.

Bijlage 1**TARIEVEN VOOR LANCERINGEN, GELDEND VOOR HET AGENTSCHAP EN DE DEELNEMERS IN HET GEVAL VAN VOOR 1 JULI 1983 ONDERTEKENDE CONTRACTEN***Ariane 1*

– Enkelvoudige lancering waarbij de volledige capaciteit van Ariane wordt gebruikt:

30,95 miljoen r.e., d.w.z. 175 miljoen Franse franken.

– Enkelvoudige lancering van een satelliet uit de Thor-Delta-klasse: 26,53 miljoen r.e., d.w.z. 150 miljoen Franse franken.

– Lancering van een satelliet uit de Thor-Delta-klasse als onderdeel van een dubbellancering:

16,80 miljoen r.e., d.w.z. 95 miljoen Franse franken.

Deze prijzen zijn gebaseerd op de economische en monetaire situatie op 1 juli 1978. Bij de herziening ervan ter aanpassing aan de gewijzigde economische en monetaire omstandigheden, wordt rekening gehouden met de valutaverdeling van het werk.

In deze prijzen zijn niet begrepen de kosten van verzekering van de financiële risico's van de afnemer in geval van mislukking van de lancering.

Toekomstige versies van Ariane (Ariane 2 en 3)

De desbetreffende tarieven worden vastgesteld aan de hand van de tarieven voor Ariane 1, waarbij rekening wordt gehouden met wijzigingen in de configuratie van de draagraket.

Bijlage 2**BETALING VAN VERGOEDINGEN VOOR HET GEBRUIK VAN HET GUYANESE RUIMTECENTRUM**

1. Arianespace draagt bij in de kosten van het CSG overeenkomstig de volgende regelingen:

2. Arianespace betaalt aan het Agentschap, op het tijdstip van elke

lancering, een vergoeding, bestaande in een percentage van de desbetreffende verkoopprijs, als volgt:

- 1% vanaf de 1ste tot en met de 20ste lancering,
- 2% vanaf de 21ste tot en met de 30ste lancering,
- 5% vanaf de 31ste lancering.

3. De Deelnemers kunnen, met eenparigheid van stemmen, aan het Agentschap en aan Arianespace voorstellen doen tot wijziging van de hierboven vastgestelde tarieven.

D. PARLEMENT

De Verklaring, met bijlagen, heeft ingevolge artikel 64, juncto artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens tot toetreding kan worden overgegaan.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Verklaring, met bijlagen, zijn ingevolge het gestelde onder 4.3.a., derde alinea, op 30 oktober 1980 in werking getreden.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zullen de bepalingen van de Verklaring, met bijlagen, alleen voor Nederland gelden.

J. GEGEVENS

Van de op 21 september 1973 te Neuilly-sur-Seine tussen bepaalde Europese Regeringen en de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek tot stand gekomen Overeenkomst betreffende de uitvoering van het Ariane draagraketprogramma (met Bijlagen), naar welke Overeenkomst in de preambule van de onderhavige Verklaring wordt verwezen, zijn de Engelse en de Franse tekst, alsmede de vertaling in het Nederlands geplaatst in *Trb.* 1974, 192; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1980, 4.

Van het op 30 mei 1975 te Parijs tot stand gekomen Verdrag tot oprichting van een Europees Ruimte Agentschap, met Bijlagen, naar welk Verdrag onder meer in de preambule tot de onderhavige Verklaring wordt verwezen, zijn de Nederlandse, de Engelse en de Franse tekst geplaatst in *Trb.* 1975, 123; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1981, 126.

Van het op 27 januari 1967 te Londen/Moskou/Washington tot stand gekomen Verdrag inzake de beginselen waaraan de activiteiten van Staten zijn onderworpen bij het onderzoek en gebruik van de kosmische ruimte, met inbegrip van de maan en andere hemellichamen, naar welk

Verdrag onder meer in het gestelde onder 1.2.a. wordt verwezen, zijn de Engelse en de Franse tekst alsmede de vertaling in het Nederlands geplaatst in *Trb.* 1967, 31; zie ook *Trb.* 1969, 203.

Uitgegeven de vijfde januari 1982.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. VAN DER STOEL